



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES  
Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE  
Tél : 04.42.56.64.86  
Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

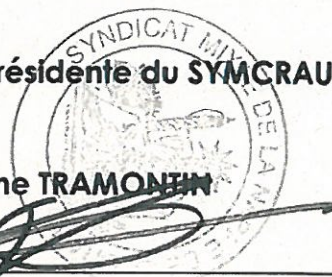
Liste des pièces adressées le 21 JAN. 2019  
A  
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Attribution de l'Indemnité de conseil au comptable public	N° 05/19	10 janvier 2019

Fait à Istres le 21 JAN. 2019

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

(Tampon du Préfet de la sous-préfecture)

21 JAN. 2019

Courrier arrivé



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 05/19**

**Objet de la délibération : Attribution de l'Indemnité de conseil au comptable public**

L'an deux mille dix neuf  
et le dix janvier  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- Membres à voix délibérative :  
Mme Martine ARFI, M. Vincent BONFILLON, Mme Corine BOUYA, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Michel MILLE, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN, M. Yves WIGT
- Pour les membres à voix consultative : néant
- Procurations :  
De Monsieur André MANELLI à Mme Mireille HENRY  
De M. Henri PONS à M. Yves WIGT  
De Mme Marylène BONFILLON à M. Vincent BONFILLON

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 16 Procurations : 3 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 19
--

**Secrétaire de séance :** Mme Mireille HENRY

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

**VU** l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,



**VU** l'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

**Considérant** la nomination de Monsieur Didier CERCEAU en qualité de comptable public de la Trésorerie d'Istres en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 suite au départ à la retraite de Monsieur Alain GUIOT,

Il convient de statuer sur le versement de l'indemnité de conseil allouée à Monsieur CERCEAU.

Le montant de celle-ci est établi par application de l'arrêté ministériel susvisé. Pour information, au regard des budgets du SYMCRAU sur les trois derniers exercices comptables, celle-ci s'élèvera aux alentours de 300€ par an.

### **Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**CONTINUE** à demander le concours du nouveau Receveur pour assurer des prestations de conseil,

**APPROUVE** l'attribution de l'indemnité de conseil prévue par les textes susvisés à M. Didier CERCEAU, comptable public, à compter de l'exercice 2019 et jusqu'à la date de renouvellement de l'Assemblée délibérante,

**DIT** que la dépense sera inscrite au budget 2019,

**AUTORISE** la Présidente à signer les pièces nécessaires.

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.